

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne vois pas pourquoi nous prendrions des mesures particulières. Si les États-Unis dévaluent réellement leur dollar, le nôtre suivra certainement le mouvement, puisqu'il est flottant.

L'hon. M. Stanfield: Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Pourrais-je demander au premier ministre de consulter le ministre des Finances, ou quelqu'un comme le président du Conseil du Trésor, afin qu'ils puissent l'éclairer quant aux conséquences qu'aurait pour le dollar canadien une dévaluation du dollar américain, car ce serait précisément l'inverse de ce qu'il vient de dire, qui se produirait.

M. l'Orateur: A l'ordre. C'est à peine une question. Le leader de l'opposition propose des consultations entre ministres et j'estime que cela ne constitue pas à proprement parler une question supplémentaire. Le chef de l'opposition voudra peut-être reformuler sa question.

LES SECTEURS DE L'INDUSTRIE LÉSÉS PAR LA HAUSSE DU DOLLAR CANADIEN—LES MESURES ENVISAGÉES PAR LE GOUVERNEMENT

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'Opposition): Pourrais-je alors demander au très honorable député s'il contemple l'application d'une politique propre à venir en aide à l'industrie à qui la hausse du dollar canadien porte préjudice, vu surtout la très nette possibilité que cette situation persiste en raison des événements? Le très honorable député a-t-il une politique à mettre en œuvre ou songe-t-il à abandonner toute politique comme il le fait depuis environ un an?

M. l'Orateur: A l'ordre. La parole est au député de York-Sud.

LE PROJET AMÉRICAIN DE DÉVALUATION—LES ENTRETIENS TRUDEAU-NIXON

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, à ce sujet, j'aimerais poser au premier ministre une question supplémentaire. Compte tenu des nouvelles qui nous sont parvenues des Açores d'où le président des États-Unis et le président de la France ont émis un communiqué selon lequel les États-Unis se proposeraient de dévaluer le dollar américain et de réévaluer d'autres devises, puis-je demander au premier ministre si ce sujet a été abordé lors de sa rencontre avec le président Nixon et si le gouvernement a reçu des renseignements officiels sur la décision prise par le président des États-Unis et le président de la France?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, nous avons abordé ce sujet, mais non l'annonce qui a été faite et qui n'est pas une décision.

LE COURS DU DOLLAR CANADIEN—LA PROPOSITION AMÉRICAINNE DE REVALORISATION—LA RÉPONSE DU CANADA

M. David Lewis (York-Sud): Une autre question supplémentaire. Puis-je demander au premier ministre si, au cours de ses entretiens avec le ministre des Finances ou si dans les renseignements que ce dernier lui a fournis, il a été question d'une requête présentée par les États-Unis en vue de revaloriser le dollar canadien ainsi que d'autres devises par rapport au dollar des États-Unis? Si oui, le

[L'hon. M. Stanfield.]

gouvernement est-il disposé à accepter cette proposition des États-Unis?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, cette proposition a été faite à tous les membres des Dix, y compris le Canada, par les représentants des États-Unis. Notre position a toujours été de laisser flotter notre dollar.

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le premier ministre et son gouvernement estiment-ils que, si toutes les monnaies, à l'exception de celle des États-Unis, sont revalorisées par comparaison avec la monnaie américaine, la monnaie canadienne ne le sera pas?

Le très hon. M. Trudeau: Oui, monsieur l'Orateur, c'est là la position du Canada et nous l'avons expliquée à maintes reprises. Il y a un an et demi, en juin 1970, nous avons revalorisé le dollar canadien lorsque nous l'avons débloqué. Le député s'en souvient peut-être.

L'hon. M. Hees: Une autre question supplémentaire.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence va permettre une dernière question supplémentaire sur le sujet, après quoi elle donnera la parole au député de Regina-Est. Nous devons chercher à avancer.

L'hon. M. Hees: Je ne faisais pas allusion à ce qui s'est produit jusqu'ici, monsieur l'Orateur. Je demande au premier ministre si, à compter d'aujourd'hui, à la suite de cette annonce, dans le cas où toutes les autres monnaies seraient revalorisées, le premier ministre estime que la monnaie canadienne ne le serait pas.

M. l'Orateur: A l'ordre. Ainsi posée, la question supplémentaire de l'honorable représentant me paraît hypothétique. Je donnerai la parole au député d'Edmonton-Ouest dans un instant. Nous devons terminer le premier tour des questions, après quoi, il aura la parole.

* * *

• (4.40 p.m.)

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES EFFETS DU PROGRAMME AMÉRICAIN DISC—L'OPINION DU GOUVERNEMENT ET L'ANNONCE D'UNE POLITIQUE

M. John Burton (Regina-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin). Le ministre pourrait-il donner à la Chambre et au peuple canadien son opinion ou son évaluation de l'effet probable sur l'économie de la loi DISC et, plus précisément, nous dirait-il quels seraient les secteurs de notre économie et les produits les plus directement touchés? Serait-il, au besoin, prêt à faire une déclaration à ce sujet à l'appel des motions dans le plus bref délai?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ferai observer à l'honorable député que cette question est d'ordre très général appelant une réponse à multiples facettes, qui serait ordinairement donnée dans une déclaration à l'appel des motions. Le Règlement permet au ministre d'indiquer s'il fera cette déclaration, mais non de la faire en ce moment.